

Les petits as du Rhin supérieur

Arsenic, amiante, cyanure: des déchets toxiques sont stockés dans la mine de potasse Stocamine dans le sud de l'Alsace depuis 20 ans - et menacent les nappes phréatiques de la plaine du Rhin.



Wittelsheim, France, blocus de la décharge de déchets toxiques Stocamine dans l'ancienne mine de potasse
Photo: Vincent Voegtlin / dpa / photo alliance

BERLIN *taz* | Les poteaux en acier soutiennent le plafond de sel affaissé, les parois latérales se brisent partiellement vers l'intérieur. Entre les deux, des sacs en plastique blanc empilés sur des palettes sont remplis de tonnes de déchets industriels hautement toxiques. À l'intérieur: tout, de l'arsenic à l'amiante et au cyanure.

Certaines chambres de la décharge de déchets toxiques Stocamine dans une ancienne mine de potasse à Wittelsheim, dans le sud de l'Alsace, à 30 kilomètres de la frontière allemande, il sera probablement impossible d'y entrer dans environ cinq ans. "Ces déchets constituent une énorme menace pour nos eaux souterraines", explique Philippe Aullen, **membre de l'alliance Destocamine**. [<https://www.destocamine.fr/>]

Depuis le début du stockage il y a 20 ans, l'alliance de 14 organisations environnementales et syndicales a exigé que les ordures soient enfin ramassées et éliminées de manière appropriée. "Nous savons que l'eau finira par pénétrer dans la mine, puis nous aurons un énorme problème sur le Rhin supérieur", explique Aullen.

La mine est située directement sur l'un des plus grands réservoirs d'eau souterraine d'Europe centrale, qui s'étend de Bâle à Mayence sous la plaine du Rhin. Les **militants** [<http://www.bund-rvso.de/asse-stocamine-atommuell-giftmuell.html>] allemands les **appellent déjà les «petits as» du Rhin supérieur** - librement après la mine de sel près de Wolfenbüttel, qui a été convertie en une **installation de** stockage de déchets nucléaires et à travers laquelle l'eau est déjà en train de ballotter.

Les élections locales sont censées aider

Au milieu de l'année, l'Etat français veut décider de retirer les déchets toxiques des puits ou de les mettre à jamais dans le béton entre les couches de sel. Les élections locales commenceront dans toute la France dimanche prochain. "Nous voulons utiliser cela pour amener les politiciens locaux à agir", a déclaré Aullen.

AXEL MAYER, MILITANT

«Il y a un mythe selon lequel le mouvement environnemental rend tout plus cher. Voici le contre-exemple »

Fondamentalement, ils sont à l'origine de l'alliance: le maire, le département du Haut-Rhin ainsi que le Conseil transfrontalier du Rhin supérieur sont en faveur du déminage. Cependant, de nombreux critiques estiment que le ministère de l'Environnement de Paris retarde la décision urgente depuis des années.

42 000 tonnes de déchets industriels sont stockés à une profondeur de 600 mètres près de Mulhouse. Lors de son ouverture en 1999, la société d'exploitation Mines de potasse d'Alsace (MDPA) prévoyait d'y stocker 300 000 tonnes de déchets dangereux. Les substances incombustibles telles que les sols contaminés, les résidus de l'incinération des déchets et du chrome, les substances contenant du mercure et de l'amiante étaient autorisées.

Mais lorsque la mine a brûlé en 2002, MDPA l'a arrêtée. Des études ont ensuite montré que la pénétration des eaux souterraines peut être attendue en aussi peu que 120 ans. MDPA pensait que les couches de sel étaient sûres depuis au moins 1 500 ans.

On ne sait pas ce qui arrive aux déchets résiduels

En 2014, il a commencé à extraire les déchets contenant du mercure, qui sont particulièrement dangereux pour l'eau, de la mine. Le sauvetage a duré trois ans; les 2 000 tonnes ont depuis été stockées **dans la mine de Sondershausen en Thuringe** [<https://taz.de/!/!5027757/>]. Ce qui arrive aux déchets restants n'est pas clair. "Personne ne sait exactement ce qui se passe vraiment là-bas", explique Aullen, "et c'est pourquoi le gouvernement français ne veut pas faire le reste".

En mars 2018, des élus locaux d'Alsace, du département du Haut-Rhin et des communes environnantes ont rencontré le ministre de l'Environnement de l'époque, François de Rugy, qui a commandé une étude sur la valorisation des déchets. Le résultat a confirmé ce que l'on savait depuis sept mois plus tard: en raison du danger d'effondrement des tunnels, l'évacuation est difficile - mais elle est toujours possible jusqu'en 2025.

Cependant, l'État français considère que le risque est trop élevé pour les travailleurs. L'ancien ingénieur minier Hans-Willi Lisch estime que cette raison n'est qu'une excuse. Lors de l'élimination des déchets de mercure, il était opérateur de machine souterraine: "Si vous le faites correctement, l'exploitation minière est certainement possible." Mais les coûts sont trop élevés pour l'État français, explique Lisch.

Plus la France attend, plus elle devient chère. Parce que chaque année, le sel pénètre plus loin dans la mine: environ sept centimètres - et donc beaucoup plus vite que prévu lors de l'ouverture de la décharge. Le département du Haut-Rhin estime que l'expulsion complète devrait coûter 250 millions d'euros.

Axel Mayer, ancien directeur général de BUND Südlicher Oberrhein, suit le litige Stocamin depuis le début. "Le problème de base, ce sont les solutions bon marché", explique Mayer. «Il y a un mythe selon lequel le mouvement environnemental rend tout plus cher. Voici le contre-exemple.

Résistance transfrontalière

Si l'on avait écouté les voix critiques et que certaines substances n'avaient pas été stockées, cela aurait été moins cher pour la société. »Mayer n'a cependant pas peur que les eaux souterraines polluées atteignent l'Allemagne: « En Alsace, les eaux souterraines s'écoulent parallèlement au Rhin, et l'eau s'écoule ensuite vers Strasbourg au nord. "

Néanmoins, la résistance contre Stocaminetransfrontalier. Le Conseil du Rhin supérieur - composé de représentants des districts et des États de France, d'Allemagne et de Suisse - a adopté une résolution en juin 2019. Dans ce document, le Conseil craint que "la pollution des eaux souterraines du Rhin n'entraîne à long terme des coûts beaucoup plus élevés que l'externalisation complète de la décharge de déchets dangereux".

Le ministère français de l'Environnement hésite à répondre aux craintes. Il attend actuellement la publication des résultats d'une autre étude au milieu de l'année. Cette fois, le bureau enquête sur un dégagement partiel de la décharge.

Dans le même temps, le gouvernement central continue de travailler sur des plans visant à cloisonner les poubelles dans "Tant qu'il n'y aura pas de décision, nous avons de l'espoir", a déclaré Aullen. "Mais à chaque étude, les années passent - et nous courons contre le temps". Les militants craignent que les autorités continuent d'hésiter. Jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour une bonne évacuation.

Eco / Écologie

10 mars 2020

ISABEL RÖDER

THÈMES

#La France, #Déchets toxiques, #Alsace
Polluants environnementaux

Organisations /
Organisations /

UN11 +FRA
Plans d'eau / pollution de l'eau UN05+ZZI
mouvements pour la protection de l'environnement+UN01 ZZI
mouvements de protection de l'environnement UN01+FRA
Plans d'eau / Pollution de l' eau UN05+FRA

5700 caractères ~ environ 190 lignes

Numéro 12183